

GRAND CALAIS

Terres & Mers



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

**Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres et Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX**

**Établi en application du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
et du CCAG Fournitures Courantes et de Services, relatif à :**

**Marché de fourniture de mobiliers de bureau pour la Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers**

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics.**

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Fourniture de mobiliers de bureau pour la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations du marché ne sont pas alloties.

2-2-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande sans minimum de commandes et avec un maximum, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

| Montant minimum HT par an | Montant maximum HT par an |
|--------------------------------------|--------------------------------------|
| 0 € | 25 000 € |

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ; dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- Le bordereau des prix unitaires
- Le bordereau d'aide à la décision
- Le mémoire justificatif
- Le catalogue des prix ; à fournir par le candidat

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-4-Conditions de vente

Le présent marché est passé à l'exclusion totale des conditions de vente générales ou particulières du fournisseur.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

Le marché est d'une durée de 1 an à compter de la date de notification du marché, reconductible 2 fois 1 an.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et Services, les pénalités de retard pourront être appliquées par le pouvoir adjudicateur le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison a expiré. Ces pénalités seront à hauteur de 1% du montant de la commande non fournie pour chaque jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – Fournitures courantes et Services, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

5-1-1 - Forme de prix

Prix révisable chaque année selon les prix catalogue du fournisseur.

5-1-2 - Variation des prix

Clause de butoir : les prix ne pourront pas varier de plus de 3%.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Novembre 2017** ; ce mois est appelé "mois zéro".

5-2-Modalités de règlement

5-2-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-2-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-2-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres et Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

5-2-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

5-2-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

5-2-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-3-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-4-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu de livraison

La livraison des fournitures sera effectuée sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

6-2-Délai de livraison

Le matériel commandé devra être livré au plus tard 4 semaines après la réception du bon de commande signé.

6-3-Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

6-4-Transport

Conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers ne pourra être rendue responsable, ni mise en cause pour tous les accidents qui pourraient survenir au personnel du fournisseur ou livreur lors de la livraison des fournitures du fait de l'utilisation ou non de son matériel ; il appartient au fournisseur de s'assurer contre tous risques d'accidents pouvant survenir soit, à son personnel, soit, à des tiers, du fait de l'exécution de son marché.

6-5-Clauses techniques

6-5-1-Normes

Les prestations de services faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

La référence des normes applicables figure dans la documentation technique.

6-5-2-Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en langue française nécessaire à la mise en œuvre, à l'utilisation et au contrôle du matériel fourni.

6-5-3-Caractéristiques techniques

Le présent point liste les différentes fournitures demandées dans le présent marché :

1 : Bureaux

- Bureaux de direction
- Bureaux opératifs
- Accessoires

2 : Mobiliers de rangement

- Armoire haute
- Armoire basse
- Bibliothèque

3 : Assises

- Sièges de direction
- Sièges opératifs
- Chaises visiteurs
- Chaises bois
- Bancs

4 : Réunion et accueil

- Table de réunion
- Borne d'accueil

5 : Restauration, vestiaires et hébergement

- Mobilier de restauration
- Mobilier de d'hébergement

6 : Autres

- Destrateurs
- Poubelles
- Portes manteaux et portes cintres
- Affichages muraux

6-5-4-Période d'intervention

Lorsque les fournitures sont livrées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après :

- De 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Livraison

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison, conformément à l'article 20 du CCAG FCS.

7-2-Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

1) Vérification quantitative

Il est procédé sous 7 jours calendaires à compter de la réception de la commande à sa vérification quantitative.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

2) Vérification qualitative

Il est procédé sous 7 jours calendaires à compter de la réception de la commande à sa vérification qualitative (défaut grossier ou erreur sur la classification ou référence telle qu'elle peut être perçue avant toute utilisation).

Si la qualité fournie n'est pas conforme aux stipulations de la commande, la Communauté d'Agglomération Grand Calais exigera au titulaire de mettre fin aux désordres constatés en se conformant à la commande initiale ou d'accorder une remise sur la facture dans le cas où la livraison peut être acceptée telle quelle.

Le titulaire supportera les frais occasionnés par la manutention et le transport supplémentaires et devra répondre dans le délai contractuel maximum du marché (7 jours calendaires) sous peine d'encourir des pénalités de retard. En cas d'urgence, la Communauté d'Agglomération pourra exiger une livraison supplémentaire exceptionnelle pour ce complément de commande.

Tant que la réception conforme n'est pas prononcée, la facture correspondant à la commande litigieuse ne pourra faire l'objet d'un paiement.

3) Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

7-3-Garantie

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogations des articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 6.1 du présent CCP.